CEFAP LADIES CIRCLE

OSER ET RÉUSSIR · DEPUIS 2003

Cercle des Filles et Femmes Actives pour l'amélioration des conditions socio-économiques des jeunes filles et des femmes

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2017.

PLAN D'ACTION 2018-2020

Women Empowerment · Education · Women's human rights · Human right education · Citizenship · Leadership · Entrepreneurship · Gender · Health · Art · Culture · Environment · Inter generational collaboration

« When people struggle together, what was once unimaginable, suddenly becomes possible »

Document de 2017, réédité en 2026 dans l'identité actuelle de CEFAP

Biyem-Assi, Yaoundé
BP 35165 Yaoundé, Cameroun
contact@cefapladiescircle.org · cefapladiescircle.org

SOMMAIRE.

A Description sur l'association 5

B Petite note sur la condition de la femme en Afrique subsaharienne et au Cameroun en particulier 8

C Quelques réalisations en 2017 12

D Quelques photos illustratives des actions sur le terrain 18

E Conclusion et plan d'action 2018-2020 24

Document de 2017, réédité en 2026 dans l'identité actuelle de CEFAP.

MOT D'ACCUEIL ET BIOGRAPHIE DE LA COORDONNATRICE DU CEFAP.



« C'est un honneur pour moi d'être la coordonnatrice du CEFAP et c'est avec passion que je m'attelle tous les jours de ma vie à donner un peu du mien pour booster et encadrer l'équipe dans le cadre de nos activités en faveur de l'amélioration des conditions socioéconomiques et culturelles des femmes et des filles au Cameroun. Chaque jour est un nouveau défi, et malgré certaines difficultés d'ordre matériel et financier, nous parvenons grâce à notre volonté, notre dynamisme et notre dévouement à donner le sourire à la limite de nos modestes moyens à des femmes, filles et familles surtout celles en difficulté sociale. »

Anne Pélagie Yotchou Tzudjom epse TENDONG
Coordonnatrice de Cefap Ladies Circle

Engagée pour le développement social et économique des femmes et des filles au Cameroun où elle vit depuis sa naissance, Anne Pélagie Yotchou Tzudjom est une entrepreneure sociale et experte en Genre et Développement/Justice transitionnelle.

Un engagement national et international en faveur de l'avancement des droits femmes, de l'égalité des sexes, du développement, de l'autonomisation des femmes et des filles et de la construction d'un monde plus juste, plus équitable, plus inclusif et plus paisible… Un monde meilleur pour tous-toutes.

Au niveau local, Anne Pélagie Yotchou Tzudjom est très active dans le tissu associatif camerounais. Elle a été volontaire, puis membre de plusieurs organisations des Droits de l'Homme, a dirigé un centre d'accueil d'urgence et d'assistance aux femmes victimes de torture et d'injustices sociales. Elle a également été chargée de mission auprès de la diaspora au sein de la Plateforme de la Société Civile pour la démocratie au Cameroun. Elle est aujourd'hui coordinatrice du CEFAP-LADIES CIRCLE et membre du FERAFCAM, Fédération des Réseaux d'Associations Féminines du Cameroun.

À l'échelle internationale, Anne Pélagie Yotchou est membre de plusieurs réseaux et fédérations intervenant sur les questions de genre et développement : Genre en Action, ROFAF (Réseau des Organisations Féminines en Afrique Francophone), AWID (Association for Women's rights and Development), WIN (Women International Networking), IAW (International Women Alliance), EQUITAS (Centre International de Formation aux Droits Humains).

> « Pour moi, l'autonomisation des femmes et des filles est l'une des clés pour faire avancer la justice, l'égalité des genres et éradiquer les violences et discriminations sexistes. Vivement une culture mondiale des droits humains avec une approche égalité homme/femme. »

Avec son autre casquette d'informaticienne, Anne Pélagie conduit plusieurs programmes de formations aux TICs en vue de familiariser les femmes leaders en milieu rural à l'informatique et booster leur participation dans la gouvernance pour un développement durable en tant qu'actrices principales dans leurs communautés.





A

DESCRIPTION DU CEFAP-LADIES CIRCLE.

Notre organisation est une synergie à but non lucratif de femmes, des jeunes filles et des hommes qui ont décidé depuis 2003 de se mettre ensemble pour apporter leur contribution à la construction d'une société plus juste et équitable avec entre autres objectifs prioritaires la promotion, la défense, la protection des droits des femmes et l'amélioration des conditions socioéconomiques des femmes et des jeunes filles avec un accent sur les plus vulnérables et en difficulté sociale, la lutte contre les violences faites aux femmes, la promotion de l'égalité des sexes, l'appui multiforme aux couches en détresse, la lutte contre la pauvreté et le développement durable des communautés à la base

Nos thèmes d'action :

Femme et droit | **Femme et violence** | **Genre et développement** | **Femme et éducation**

Femme et lutte contre la pauvreté | **Femme/Jeune fille, santé reproductive, ISTs et VIH-Sida**

Femme, autonomisation, leadership et entreprenariat

Femme, éducation, formation et renforcement des capacités | **Femme et TIC**

Femme et sécurité alimentaire | **Femme et travail décent** | **Femme et migration**

Femme, développement durable et protection de l'environnement

Depuis la création de notre organisation, nous nous attelons à apporter notre humble contribution pour l'avancement des droits des femmes, l'égalité des sexes, la justice et le développement équitable et durable dans nos communautés

Comment ça fonctionne : l'administration centrale

L'administration centrale, le service d'accueil, d'écoute et d'assistance juridique, le service de comptabilité, l'espace de formation aux petits métiers et d'aide à la réinsertion socioéconomique et professionnelle, et le hall d'exposition-vente se trouvent réunis à l'administration centrale. Du fait de l'augmentation de taille de l'organisation et de la diversification de ses services et action, le local de l'administration centrale est rapidement devenu un point de rencontre pour tous les services du fait que le courrier y est rassemblé et distribué par le secrétariat. Nous avons des réunions mensuelles d'échange d'informations et de coordination. Cette concertation régulière favorise le développement d'objectifs communs et la

mobilisation des collaborations pour la réalisations de ceux-ci ; c'est en fait le fruit d'une politique de management participatif.

Actuellement, 6 personnes travaillent à l'administration centrale : la coordonnatrice, la secrétaire administrative et financière, l'assistante sociale en charge des affaires juridiques, la chargée des programmes, la chargée de liaison, communication et relations publiques et la comptable. À cette équipe de l'administration centrale, s'ajoute 50 bénévoles qui se déploient sur le terrain dans des domaines divers en fonction de leur profil.

L'administration centrale qui est le siège de l'organisation, est en quelque sorte l'épine dorsale de celle-ci ; les réunions de l'assemblée générale et du bureau exécutif s'y tiennent régulièrement. L'organisation a des points focaux dans les 1 régions du Cameroun avec à ce jour 262 bénévoles enregistrés-es sur l'étendue du territoire national.

Tâches journalières au niveau de l'administration centrale

- Gestion du courrier postale et électronique
- Gestion de l'espace réunion
- Accueil téléphonique et accueil physique des visiteurs
- Accueil spécifique, écoute, orientation et assistance multiforme aux femmes et jeunes filles en détresse
- Formation aux petits métiers et aide à l'insertion et réinsertion socioéconomique et professionnelle
- Renforcement des capacités des femmes leaders et entrepreneurs
- Causeries éducatives thématiques et échanges interactifs et participatifs avec des groupes des femmes et des personnes vulnérables en détresse
- Réunions stratégiques
- supervision des activités sur le terrain dans le cadre de l'implémentation de nos programmes/projets

Ce que nous faisons au quotidien concrètement : accueil à nos bureau des femmes et filles, écoute, orientation et accompagnement divers – organisation des séminaires, ateliers thématiques, formations, et aide à la recherche d'emploi et la création des activités rémunératrices – appui juridique et judiciaire – campagne populaire de proximité pour la sensibilisation et d'échanges participatifs sur des thèmes d'actualité liées aux droits des femmes, l'égalité des sexes et pouvant contribuer à l'autonomisation durable des femmes en les dotant des capacités leur permettant de prendre le contrôle de leurs vies et de devenir des agents de changement dans leurs communautés et actrices principales de leur propre développement.

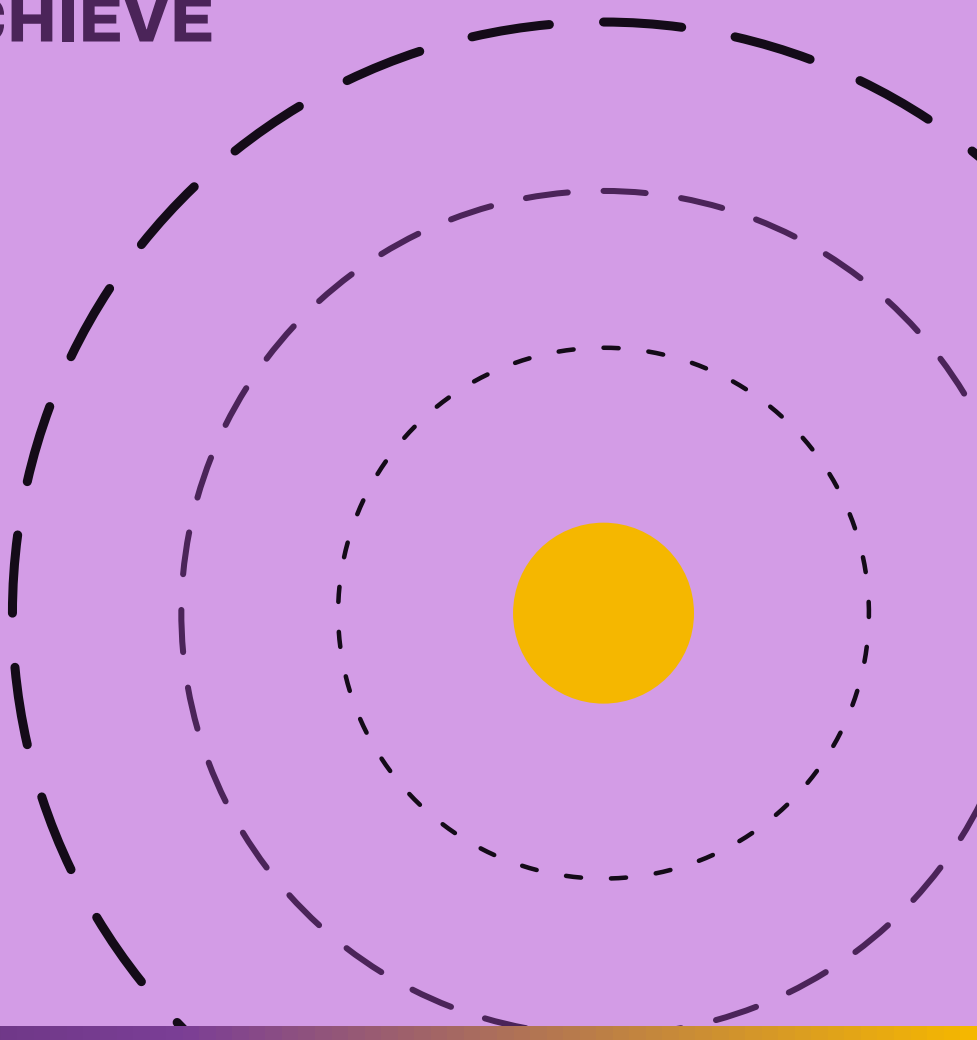
CEFAP LADIES CIRCLE

SUSTAINING DEVELOPMENT IN COMMUNITIES.

Women's Rights and Justice

Gender based violence and poverty

EMPOWERING WOMEN TO DARE & ACHIEVE



B

CONDITION DE LA FEMME EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE ET AU CAMEROUN EN PARTICULIER.

Quelle est la condition des femmes africaines sur le continent noir ? La question est très vaste ; aussi, il est vrai d'admettre ici que le calvaire de la femme dans la société africaine continue. Si dans les sociétés occidentales le combat a été long pour que la femme puisse gagner la place légitime qui est la sienne, si la lutte est loin d'être terminée pour parvenir à la parité, au respect intégral, à la juste reconnaissance des valeurs de chacune, en Afrique, la femme ne détient quasiment aucune valeur, bafouée, trahie, utilisée comme du vulgaire bétail, majoritairement interdite d'instruction, elle survit au sein d'un système aux traditions moyenâgeux dont elle est pourtant le rouage le plus important.

Bien sûr décrire la femme africaine telle une personne entravée, privée de ses libertés fondamentales, martyre dans une Afrique exsangue où règnent la misère et la violence, être sans instruction, c'est renvoyer une image réductrice, même si cette triste réalité existe, car c'est occulter l'existence de cette Afrique positive où les femmes jouent un rôle plus que conséquent ; les femmes africaines sont l'espoir d'un continent qui croule sous les mauvaises nouvelles (guerres, sida, corruption, famines) car partout elles s'engagent pour améliorer le sort des leurs.

Il suffit de se déplacer dans une campagne africaine pour se rendre compte de l'extrême utilité des femmes. Partout, elles occupent une place importante dans l'activité économique car elles couvrent tous les créneaux de l'artisanat et du commerce. Malheureusement, même si elles sont de plus en plus instruites, la part qui leur est faite dans le partage des rétributions est très congrue. Elles supportent le poids d'une tradition qui ne leur reconnaît pas la majorité civique, elles ne possèdent pas la terre, ne disposent pas d'un revenu comptabilisé et, de ce fait, ne peuvent pas bénéficier en leur nom propre d'un prêt ou d'une avance pour développer leur activité. Il y a un fossé entre le rôle économique réel des femmes de l'Afrique subsaharienne et leur pouvoir dans la société. Au prix de multiples efforts certaines ont conquis leur autonomie mais l'immense majorité est toujours victime d'une extrême précarité socio-économique, même si, instruites ou pas, nombreuses sont celles qui font preuve d'une ingéniosité extraordinaire afin de « s'en sortir » dans un monde souvent hostile.

Alors que les femmes africaines sont reconnues pour être le pilier nourricier de la famille, que leur rôle est primordial dans le maintien de la cohésion sociale, qu'elles ont la confiance des ONG et autres organes de

développement parce qu'elles sont plus honnêtes que les hommes, leurs droits sont encore entachés d'incertitudes et d'obstacles masculins.

Pourtant, via le « Protocole à la Charte africaine des Droits de l'homme et des peuples relatif aux droits de la femme », l'Union Africaine possède un outil de qualité apte à positionner la femme africaine au même niveau que les femmes occidentales. En effet, l'égalité entre l'homme et la femme y est fortement souligné, la monogamie encouragée et, sans que le terme soit véritablement écrit, l'excision interdite ; de plus, elle a le droit d'acquérir des biens propres, les biens communs acquis durant le mariage doivent être partagés équitablement, elle dispose d'un accès à la terre et la veuve a le droit à une part équitable dans l'héritage des biens de son époux.

43 / 53

43 des 53 pays de l'Union Africaine ont signé ce Protocole, 21 l'ont ratifié (ce qui permet sa mise en œuvre). Le Soudan et la Tunisie ne l'ont ni signé ni ratifié.

Ceci relève du droit. La réalité est toute autre car dans cette société subsiste la soumission au système patriarcal qui détermine de manière irrévocable la subordination légale, sociale, politique et morale de la femme à l'homme.

En effet, de toutes parts, des obstacles s'affirment pour freiner leur essor. Tout d'abord il faut être conscient que l'Afrique est gérée par deux sortes de droits : le droit « moderne » (de beaux écrits en faveur de la femme mais rarement appliqués) et le droit coutumier (qui l'enferme dans des traditions ancestral où elle n'a pratiquement aucune valeur). Le second prime, bien évidemment, dans un domaine où leur intervention est essentielle : l'accès à la terre. Forces de travail et génitrices, elles doivent se contenter de mettre en valeur une terre dont elles ne seront jamais propriétaires. Ce qui vaudra à René Philombe, écrivain camerounais, de constater que la femme est vue comme « machine à plaisir et machine agricole ».

Autre difficulté récurrente que rencontrent les femmes africaines, financer leur projet. De la production vivrière à la restauration, en passant par la cueillette, la transformation, l'élevage, l'artisanat et le commerce, les femmes sont le poumon économique de l'Afrique. Pourtant solliciter un emprunt se traduit généralement par une fin de non-recevoir. Tout se passe comme si le système financier formel les rejetait. Plus de la moitié des femmes ayant une activité commerciale ne possède même pas de compte bancaire. Il en résulte qu'elles ne peuvent se développer (surtout en milieu rural) et ne peuvent bénéficier des techniques modernes. Seules les ONG sont un agent capital pour les aider dans une émancipation citoyenne, dans leur vie de femmes, de mères et de travailleuses. Malheureusement dans le contexte actuel de désorganisation sociale qu'est l'Afrique, le frein mis à l'essor des initiatives féminines limite leur impact à une utilité de subsistance.

Le poids culturel est le plus dangereux des ennemis pour la femme africaine car, de surcroît, il est invisible. Emprisonnée dans un système patriarcal, la femme africaine est censée représenter la vertu, l'abnégation et peu comprenne qu'elle souhaite s'émanciper, qu'elle ose exiger plus de liberté. Dans les campagnes reculées, elle n'a pas droit à l'instruction, appelée à se marier et étrangère en sursis chez son époux, elle doit accepter sa polygamie et est susceptible d'être répudiée à chaque instant. Elle doit demeurer à sa place, ne pas désirer l'accès aux livres qui ne pourraient que lui bâtir des rêves saugrenus, ne pas faire de vague. Hélas, souvent ces mêmes mères « sacrifiées » reproduisent involontairement un schéma d'éducation défavorable en élevant leurs fils tels des « petits coqs » appelés à régner alors qu'elles inculqueront à leurs filles un

enseignement d'êtres dévolus aux tâches subalternes comme le ménage, les courses ou la cuisine. Dès l'enfance les jeunes filles sont accoutumées aux « Tais-toi c'est l'homme qui décide ».

Le Cameroun présente des caractéristiques qui freinent l'évolution de la condition de la femme en particulier et des droits de l'homme en général. Un niveau élevé de corruption et des problèmes importants de gouvernance diminuent l'efficacité des efforts consentis par l'État camerounais et ses partenaires techniques et financiers. La prévalence de la justice coutumière et la vigueur des traditions constituent toujours des obstacles à l'acceptation de nouvelles normes sociales et juridiques.

La condition féminine reste problématique dans toute l'Afrique Centrale où les violences faites aux femmes sont souvent liées aux conflits armés. Ce n'est pas le cas au Cameroun, qui souffre surtout de violences familiales, d'inégalités économiques ou juridiques, de mariages précoces et de mutilations génitales. Une autre particularité du Cameroun est la régionalisation des violences, intimement liées aux traditions propres à chacune des dix provinces du pays. Ainsi, dans l'Extrême-Nord, on rencontre de nombreux mariages forcés ou précoces et des mutilations génitales. Dans l'Ouest, les rites de veuvage font le plus de victimes. Dans les métropoles de Yaoundé (Centre) et de Douala (Littoral), il y a davantage de violences domestiques ou économiques.

5,2 %

Si les viols et les agressions sexuelles touchent plus de la moitié de la population féminine camerounaise, les violences économiques sont encore plus répandues. Seules 5,2 % des femmes actives, contre 35 % des hommes, ont un emploi formel. Elles subviennent à leurs besoins en proposant leurs services aux familles plus aisées ou en vendant des jus de fruits, dans les petits commerces et métiers du secteur informel pour la plupart.

Il faut noter que des efforts sont fournis à plusieurs niveaux (gouvernement, communauté internationale, ONGs, ...) pour faire avancer les droits des femmes, la justice, l'égalité des sexes, l'autonomisation des femmes et le développement durable au Cameroun, mais le chemin est encore long avant la destination finale aux regards des grandes disparités entre les sexes et surtout les pesanteurs socioculturelles que l'on observe encore sur le terrain.

Pourquoi les personnes les plus pauvres sont majoritairement des femmes

L'inégalité entre les hommes et les femmes est l'une des formes les anciennes et les plus répandues d'inégalité dans le monde. Elle prive les femmes de leur droit d'expression, dévalorise leur travail et les place en position d'infériorité par rapport aux hommes, tant au sein du foyer qu'à l'échelle nationale et internationale.

Bien que des progrès importants aient été réalisés en la matière au cours des dernières années, l'égalité économique entre les hommes et les femmes n'est atteint dans aucun pays du monde et celles-ci demeurent plus susceptibles de vivre dans la pauvreté.

L'égalité économique pour les femmes réduirait la pauvreté pour tous

L'avenir des droits des femmes paraît toujours bien sombre. Alors qu'inégalités et violences stagnent à des niveaux honteux, les intégrismes prospèrent et des pays reviennent sur des droits chèrement acquis ;

C

QUELQUES RÉALISATIONS EN 2017.

Nos actions en 2017 se résument autour des thèmes :

- autonomisation économique des femmes tant en zone urbaine que rurale ;
- lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles avec un accent sur la prévention des violences conjugales et familiales ;
- promotion, défense et protection des droits des femmes
- plaidoyer pour la prise en compte du genre dans l'éducation et la répartition des ressources en milieu rural ;
- la sensibilisation et l'éducation de proximité des masses en zone rurale pour la protection de l'environnement et le développement durable ;
- le renforcement des capacités des femmes rurales pour une meilleure adaptation face aux effets du dérèglement climatique et appui multiforme pour leur épanouissement ;
- l'éducation des filles
- l'accès à l'eau potable et aux sanitaires
- amélioration des conditions de vie des couches vulnérables

01 Projet de réduction de la pauvreté en faveur de 100 jeunes filles en détresse à travers les activités génératrices de revenus dans la Région du Sud-Ouest

Réalisation : Réinsertion et renforcement des compétences professionnelles de jeunes filles victimes d'exploitation sexuelle et mariage précoce dans des villages et issues des familles défavorisées

Implanté dans la ville de Limbe, le projet de formation professionnelle et d'appui aux activités génératrices de revenus avait pour objectif de lutter contre la cause principale de pauvreté présente dans le pays et dans cette région en particulier : la difficulté d'accès à des emplois économiquement viables et la déperdition scolaire des jeunes filles dans les zones rurales de cette région.

02 Atelier d'éducation aux droits de la personne avec une approche genre à l'attention de 25 leaders d'organisations de la Société Civile dans la Région du Littoral

Cette initiative avait pour objectif de renforcer les capacités de 25 leaders d'organisations de la société civile dans la région du Littoral à mettre en œuvre des activités d'éducation aux droits humains avec une approche égalité homme/femme afin de promouvoir davantage l'égalité des sexes dans tous les secteurs de la vie socioéconomique, culturelles, éducative et professionnelle dans nos communautés. Les activités que les leaders d'organisations formées sont désormais aptes à mener sont les suivantes : formations des groupes, campagnes de sensibilisation, diffusion des informations, plaidoyers) en vue de contribuer à la construction d'une culture nationale des droits humains et de l'égalité des sexes.

03 Projet pour l'autonomisation de 50 femmes rurales de Mbemtum

Volet 1 : Renforcement du pouvoir économique des femmes

- Développement des outils pour la formation entrepreneuriale et l'alphabétisation
- Organisation des ateliers d'alphabétisation axée sur l'entrepreneuriat
- Formations en gestion entrepreneuriale et gestion financière
- Deux ateliers d'accompagnement en démarrage d'entreprises et de coopératives
- Accompagnement des femmes dans l'élaboration de leur plan d'affaires
- Négociation de l'accès à du microcrédit pour les femmes
- Équipement des femmes pour la réalisation de leurs AGR / entreprises
- Réalisation de trois visites d'appui et de suivi des AGR et entreprises des femmes

Volet 2 : Renforcement du pouvoir sociopolitique des femmes

- Développement des outils pédagogiques pour deux ateliers de formation en leadership des femmes leaders avec un accent sur la confiance en soi et la prise de parole en public
- Formation des femmes relais communautaires sur le leadership féminin, les droits et devoirs civiques, l'égalité Homme/Femme (l'ÉFH), l'engagement citoyen, etc.
- Organisation de cinq ateliers dans cinq villages sur le leadership féminin, les droits et devoirs civiques, l'ÉFH, l'engagement citoyen, etc.
- Création de deux groupes de discussion sur les rôles et rapports hommes/femmes et animés dans les villages (groupes non mixtes H/F) et organiser de trois rencontres d'échange entre les groupes d'hommes et les groupes de femmes
- Réalisation de trois séances de plaidoyer auprès des mairies, chefs de village ou autres autorités dans le département du Koung-Khi dans la Région de l'Ouest Cameroun sur la place des femmes dans la vie publique
- Organiser une campagne sur le leadership féminin par les femmes des villages

04 Projet de Formation à la Réinsertion des femmes détenues dans les prisons du Cameroun et lobbying pour l'amélioration des conditions de détention des femmes dans les prisons du Cameroun

Réalisations : Déjà 15 prisons couvertes entre 2008 et 2017

Environ 758 femmes détenues bénéficiaires parmi lesquelles environ 450 veuves

- Améliorer les conditions de détention
- Faciliter l'épanouissement et l'autonomisation financière des femmes et filles détenues pendant leur séjour en prison et après la sortie de prison
- Booster et faciliter la réinsertion des femmes et filles détenues après la sortie de prison

En 2017, deux prisons couvertes et 325 femmes détenues ont bénéficié des formations et ont pu démarrer leurs activités génératrices de revenus dans l'enceinte de la prison et préparent mieux leur réinsertion après la sortie de prison. Ce projet permet à des femmes détenues de construire un parcours professionnel et de résoudre leurs problématiques sociales

05 Projet « Pads to keep girls in school »

Au Cameroun, le coût élevé et la difficulté d'accéder à des serviettes hygiéniques sont des obstacles majeurs à l'hygiène et plusieurs jeunes filles en milieu rural issues des familles pauvres arrêtent d'aller à l'école pendant leur période menstruation.

Ce projet pour sa phase pilote, nous a permis de fournir 2000 serviettes hygiéniques réutilisables à 200 jeunes filles dans les villages Tonga et Baham. Nous sommes en ce moment en train de mobiliser des fonds pour une action plus durable à travers la mise en place d'une unité de formation des femmes à la production des serviettes hygiéniques réutilisables afin de toucher et aider le maximum de jeunes filles rurales indigentes à rester à l'école pendant leur période de menstruation.

06 Projet « Education de qualité pour 10 jeunes filles pauvres »

À travers cette initiative, nous avons pu offrir 20 bourses scolaires à 10 jeunes filles dont 05 du cycle primaires, 05 du cycle secondaire et 10 du cycle universitaire.

07 Projet de Transformation agro-alimentaire pour améliorer les conditions de vie de 60 femmes rurales productrices de manioc, soja et de cacao

Au Cameroun, plus d'un tiers de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, dont une majorité en zones rurales dans lesquelles les femmes commencent à travailler à un très jeune âge. Les principales activités génératrices de revenus pour les femmes, notamment la transformation et la vente de produits agricoles (savon de palme, huile d'arachide, farine de maïs), sont physiquement lourdes et chronophages.

La dynamique entrepreneuriale camerounaise en milieu rural est portée en majeur partie par les femmes qui, grâce aux revenus qu'elles génèrent, peuvent couvrir les dépenses du foyer (santé, éclairage, éducation).

Cette initiative nous a permis de proposer à 60 femmes une alternative durable pour la diversification de leurs sources de revenus. Les nouvelles activités génératrices de revenus dans la transformation de leurs

produits agricoles leur permettent de sortir de la précarité et d'améliorer leur condition. Le projet a formé les femmes et fournis des équipements adaptables à une large gamme de besoins de transformation alimentaire ou artisanale.

08 Projet de lutte contre les violences aux femmes

Réalisation : La phase 1 de ce projet en cours consiste à mobiliser des partenaires pour la mise en place du Centre national de prévention des violences conjugales et familiales. Nous avons entrepris tout au long de l'année 2017, des rencontres, échanges pour présenter le projet et susciter l'adhésion du Gouvernement, de la Société Civile et des partenaires au développement à travers le Corps Diplomatique représenté au Cameroun. Nous avons pu obtenir des engagements et des négociations se poursuivent pour

La phase 2 pour ce projet de mise en place du Centre National de prévention des violences conjugales et familiales est prévu de démarrer dès Octobre 2018 jusqu'au 20 décembre 2018 afin de pouvoir ouvrir le Centre au public dès le 10 janvier 2019.

09 Projet d'appui à 30 filles-mères (cheffes des familles monoparentales)

Les causes du phénomène des filles-mères sont variées :

- la dislocation de la cellule familiale qui n'assure plus le rôle d'éducation
- Les jeunes quittent l'école par défaut de moyens financiers des parents et se livre à la prostitution. La conjoncture économique au Cameroun qui ne permet plus d'assurer ses missions auprès des jeunes et compromet l'insertion des jeunes filles dans la société, les prédisposant ainsi à la prostitution. Les jeunes filles ont des rapports sexuels précoces avec multiples partenaires afin de satisfaire leur minimum vital.

Nous avons mené une enquête dans la Région du Centre Cameroun sur les conditions socioéconomiques des filles-mères (cheffes de familles monoparentales) et les résultats de cette collecte des données ont abouti à des recommandations qui ont été transmises au Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille.

Nous avons formé au métier de la couture et de teinture 30 filles-mères et les avons contribués à l'ouverture d'un atelier de couture sous forme de coopérative où elles peuvent s'exercer leur métier et générer des revenus pour se prendre en charge dignement et s'occuper de leurs enfants.

10 Projet « Femmes rurales et Adaptation aux effets du changement climatique au Cameroun »

Réalisation : ce projet à deux volets a permis d'une part, de renforcer les capacités de 250 femmes rurales dans les régions du Centre, Ouest et Nord Ouest du Cameroun afin qu'elles soient mieux outillées pour s'adapter aux effets du dérèglement climatique. D'autre part, 250 femmes ont reçu 250 foyers améliorés et 250 lampes

11 Atelier de renforcement des capacités de 50 femmes leaders d'associations féminines sur le Protocole de Maputo, la DUDH, la CEDEF, et les ODDs

Cette activité a été mené avec la collaboration de l'Ambassade d'Espagne et du Centre Culturel Espagnol dans le cadre de la Journée Internationale de la Femme 2017 en vue d'outiller ces femmes leaders qui à leur tour, ont formé leurs membres pour contribuer à la promotion, la défense et la protection des droits des femmes dans nos communautés.

12 Women Entrepreneurship and Leadership Conference 2017

Dans le cadre de notre programme d'appui au renforcement du leadership et de l'entreprenariat féminin au Cameroun, nous organisons depuis 2008 une conférence annuelle sur leadership et l'entreprenariat féminin baptisé « WIN Women Entrepreneurship and Leadership Conference Cameroon » dont la 10ème édition a eu lieu à Yaoundé les 22 et 23 novembre 2017 avec 150 participants-es. Il a été question de deux (02) journées des travaux réparties d'une part le 22 novembre 2017 à l'Hôtel des Députés de Yaoundé entre des communications dans le cadre d'une session plénière avec des femmes et hommes leaders et entrepreneurs qui sont venus partager leurs expériences, meilleures pratiques et success stories afin d'inspirer les participants-es ; nous avons aussi eu 8 ateliers thématiques sur le leadership et l'entreprenariat. D'autre part, la journée du 23 Novembre 2017 entre 9h et 17 h a été consacrée à une session pratique sous forme de mini espace exposition, de partage du savoir-faire et meilleures pratiques entre les femmes dans plusieurs filières d'activités (Artisanat, agroalimentaire, médecine à base des plantes, textile,...) avec une formation gratuite en teinture/ transformation du soja et du cacao. Cette journée pratique avait pour but d'établir des rencontres B2B et susciter des collaborations durables entre femmes dans la même filière d'activités.

13 Autres activités diverses

- Organisation de quinze cliniques juridiques mobiles pour femmes en détresse
- Participation aux « Cafés Genre » organisés par ONU Femmes et le MINPROFF
- Arbre de Noël en faveur de 100 enfants issues des familles démunis dans le 5ème Arrondissement de la ville de Yaoundé
- Programme d'échanges entre les élèves en classe de CP de l'École Internationale de Paris et le Groupe Scolaire Bilingue de Mendong au Cameroun
- Programme de formation aux TICs à l'attention des femmes et jeunes filles entrepreneures et initiation aux e-commerces
- Dons des produits alimentaires dans 02 orphelinats
- Ateliers de formation à la gestion efficiente des activités génératrices de revenus
- Dons des produits alimentaires aux femmes dans le quartier féminin de la prison centrale de Yaoundé
- Aménagement d'une source pour faciliter l'accès à l'eau potable
- Don de 20 tables-bancs dans une école au quartier Mvan à Yaoundé
- Appui multiformes aux femmes en détresse et personnes âgées négligées
- Participation au niveau local, national et international à plusieurs activités sur les thématiques genres, droits humains, autonomisation de la femme, développement leadership et entreprenariat féminin, ...
- Lobbying auprès des leaders traditionnels sur l'humanisation des rites de veuvage

- Séances de travail manuel (investissement humain) pour un environnement propre en zones rurales et dans les marécages des quartiers populaires
- Participation à plusieurs rencontres internationales en Europe sur les questions des droits des femmes, autonomisation des femmes, égalité des sexes, développement durable et avancement de la justice et de l'inclusion,...

D

QUELQUES PHOTOS ILLUSTRATIVES.



Participation à un atelier sur le Genre et le Foncier au Cameroun



Une apprenante en couture



Foire exposition du savoir-faire des femmes camerounaises en textile et artisanat



Photo de famille après l'atelier sur les droits des femmes à l'Ambassade d'Espagne à Yaoundé



Conférence sur le thème « Femme et Normalisation »



Atelier de renforcement des capacités des femmes en e-business et gestion financière



Un groupe de femmes revendeuses formées en gestion des activités génératrices de revenus



Programme d'appui à l'autonomisation des femmes rurales : une bénéficiaire



Collecte des données avec une bénévole Suisse sur le genre et la répartition des ressources en zone rurale



Rencontre stratégique avec des leaders traditionnels pour discuter de l'accès des femmes rurale à la terre



Projet d'échange entre les élèves des classes de CP du Cameroun et de la France. Ici, au Groupe scolaire bilingue « les Champs du Lys » à Yaoundé



Conférence internationale sur le leadership féminin à Oslo en Norvège



Un participant à notre atelier d'échange sur les droits des femmes au Cameroun



Conférence sur le leadership féminin



Rencontre internationale de partage d'expérience sur des initiatives novatrices pour booster l'empowerment économiques des femmes dans nos communautés



Atelier International de partage d'expérience sur des initiatives visant à autonomiser les femmes rurales



Atelier de formation sur le management des organisations



Une bénévole en mission de collecte des données sur le genre et la répartition des ressources en zone rurale ; ici, en pleine formation pour la préparation du couscous



Mobilisation contre les violences faites aux femmes : 25 novembre / Atelier sur les violences conjugales et familiales au Cameroun



Atelier de formation des femmes productrices de manioc, de soja et cacao sur la transformation agroalimentaire



Plaidoyer pour l'accompagnement des femmes rurales pour une meilleure adaptation face aux effets du dérèglement climatique





Interviews de la Coordonnatrice avec les médias pour dénoncer les violences faites aux femmes au Cameroun et pour l'autonomisation des jeunes filles mères et femmes vivant avec un handicap



Une animatrice communautaire supervise un atelier de sensibilisation, éducation, information et de communication sur la prévention des violences conjugales et familiales



La Coordonnatrice en plein échange avec des femmes et hommes sans emplois chefs de familles monoparentales avant un atelier sur détergent liquide





Conférence annuelle sur le leadership et l'entreprenariat féminin, édition 2017 · Ouverture officielle





Conférence annuelle sur le leadership et l'entreprenariat féminin, édition 2017 · Photo de famille avec quelques invités-es et participants-es et interview avec les média après la cérémonie d'ouverture officielle



Atelier de teinture en faveur des jeunes filles mères célibataires en difficulté sociale pour les aider à démarrer une activité génératrice de revenus



Remise des attestations aux participantes avec un séminaire de formation sur l'éducation aux droits humains avec une approche égalité homme/femme

E

CONCLUSION ET PLAN D'ACTION 2018-2020.

L'avenir des Droits des femmes parait bien sombre. Alors qu'inégalités et violences stagnent à des niveaux honteux, les intégrismes prolifèrent et des pays reviennent sur des droits chèrement acquis. En France, les associations manquent de moyens pour soutenir les femmes et l'égalité. Mais « ce qui parait le plus noir, c'est ce qui est éclairé par l'espoir le plus vif » comme le disait Andrea Dworkin. Les mobilisations pour l'égalité salariale en Islande ou la Women's March nous montrent que les partisan.e.s de l'égalité sont partout au rendez-vous.

On trouve principalement des femmes parmi les 1,5 milliard de personnes qui vivent avec 1 dollar par jour ou moins. De plus, le fossé entre les femmes et les hommes pris dans le cycle de la pauvreté a continué de se creuser au cours de la dernière décennie. C'est généralement l'expression de « féminisation de la pauvreté » qui sert à désigner ce phénomène. Dans le monde, les femmes gagnent, en moyenne, à peine plus de 50 % de ce que gagnent les hommes.

Les femmes pauvres n'ont souvent pas accès aux ressources essentielles que constituent le crédit, le prêt et l'héritage. Leur travail n'est ni récompensé, ni reconnu. Leurs besoins sanitaires et alimentaires ne constituent pas des priorités. Leur accès à l'éducation et aux services d'aide est insuffisant ; leur participation à la prise de décisions dans le foyer, comme au sein de la communauté, est minimale. Les femmes prises dans le cycle de la pauvreté n'ont pas accès aux ressources et aux services qui leur permettraient d'en sortir.

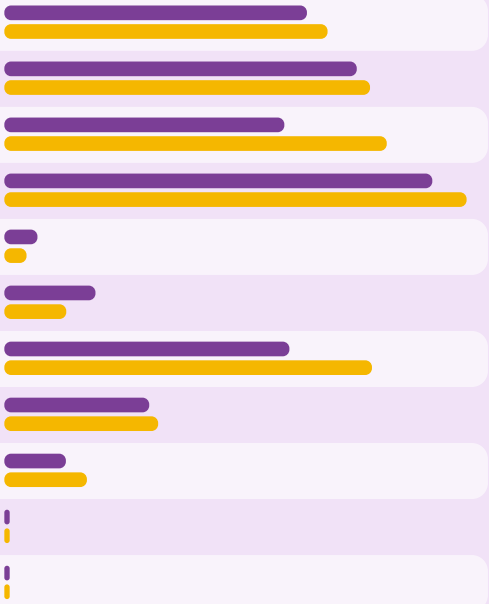
Les inégalités de genre constituent l'une des causes profondes de la pauvreté. Nous défendons une approche basée sur les droits humains, contribuant à l'émancipation et à l'empowerment des femmes.

Le changement climatique a des conséquences dramatiques sur des populations vulnérables qui en sont pourtant le moins responsables. Au Cameroun, les femmes rurales en souffrent.

1 femme sur 3 est victime de violence au cours de sa vie. Les violences contre les femmes sont l'une des violations des droits humains les plus répandues dans le monde et pourtant les moins reconnues. Chaque jour, près de 39 000 filles sont mariées, soit environ une fille toutes les deux secondes. CARE aide les communautés à développer leurs propres solutions et alternatives au mariage forcé. Nos équipes soutiennent également les filles mariées précocement afin d'atténuer les effets de ces mariages. Nos statistiques au niveau de l'activité de notre service d'accueil et d'appui aux femmes en détresses :

LES DEMANDES.

	2016-2017	2017-2018
Appel	777	**830**
Visite	905	**939**
Demande d'aide	719	**982**
Demande d'information	1 099	**1 187**
Centre de documentation	85	**57**
Écoute et support	234	**159**
Information	732	**944**
Inscription	372	**395**
Référence	158	**212**
Accompagnement juridique	10	**13**
Accompagnement social	5	**7**



Les sujets :

Famille – relation enfant/parent – agression sexuelle – verbale – psychologique – économique – sociale – harcèlement – informations générales – santé physique et mentale – autres services d'aide à la personne

Nous allons mettre l'accent en 2018 sur la prévention des violences conjugales et familiales avec la mise en place du premier centre de prévention des violences conjugales et familiales au Cameroun avec un accent sur le renforcement du dialogue au sein des familles et des couples.

Au regard de la recrudescence et la persistance de ces fléaux toujours d'actualité dans notre société, notre organisation pense que le chemin est encore long pour aboutir à une société plus juste et équitable ; d'où notre engagement à rester en alerte et de poursuivre nos actions en faveur de l'amélioration des conditions socioéconomiques et culturelles des femmes et des filles au Cameroun avec un accent sur la promotion des droits des femmes et l'égalité de sexes, la prévention et la lutte contre tout type de violence et discrimination basées sur le genre, le renforcement de l'autonomisation des femmes, l'avancement de la justice, l'éducation de la jeune fille et le développement durable dans nos communautés locales.

Nous appelons toutes les âmes de bonne volonté, des personnes physiques ou morales sensibles aux questions du développement social et économique des femmes et des filles, à s'impliquer dans l'association. Votre appui technique, matériel et financier contribuera à soutenir nos actions au Cameroun.

Perspectives : Quelques projets prévus entre Avril 2018 et Décembre 2019

PROJET 1 — 3.000 €

Résilience et autonomisation de 60 femmes et jeunes filles en difficulté sociale

Ce projet a pour objectif principale d'améliorer les opportunités d'insertion et de développement d'activités économiques génératrices de revenus de 60 femmes et jeunes filles en décrochage scolaire dans trois communes de la région du Centre Cameroun.

PROJET 2 — 8.500 €

« Escale de la Dignité » : centre accueil, hébergement et d'autonomisation des femmes en détresse victimes de violences et sortantes de prison sans abri

Les violences faites aux femmes et notamment les violences conjugales reflètent une situation de domination. Refusant que les femmes soient au quotidien obligées de vivre des situations de contrainte et d'enfermement dans des rôles stéréotypés, Dénonçant le fait que les femmes soient toujours victimes de discrimination, Le projet « ESCALE de la dignité » s'inscrit dans le mouvement féministe de lutte pour l'accès à la dignité, à l'autonomie, à la liberté et aux droits des femmes.

Outre les femmes victimes de violences conjugales, l'« Escale de la Dignité » accueillera les femmes victimes de toutes formes de violences, par exemple des jeunes femmes victimes de violences familiales, des femmes réfugiées politiques, des femmes confrontées à la violence de leurs enfants, à l'inceste, au viol, aux mutilations sexuelles, au mariage forcé, aux violences au travail.

La maison l'Escale sera aussi ouverte pour un accueil et hébergement temporaire pour les femmes ex détenues sorties de prison sans abri et en difficulté ainsi que des femmes migrantes indigentes et toute femme en difficulté sociale et en situation d'extrême précarité.

Ce projet a pour objectif global de mettre en place une maison d'accueil et d'hébergement temporaire pour les femmes victime de violence avec ou sans enfants. Cette maison sera aussi constituée d'une halte garderie « Kidsland » et un espace « Halte et Elles » qui sera destiné à la formation aux petits métiers, à l'éducation fonctionnelle, alphabétisation, apprentissage des langues et aide à l'insertion des femmes en détresse). Notre objectif départ c'est de pouvoir encadrer 25 femmes avec ou sans enfants (2 enfants maximum).

PROJET 3 — 5.000 €

Renforcement durable de la résilience et l'adaptation des femmes rurales aux effets du dérèglement climatique et des ménages vulnérables en zone rurale à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle

Ce projet à renforcer les capacités des femmes rurales et doter 250 familles rurales des foyers améliorés et lampes solaires.

PROJET 4 — **7.000 €**

La maison parentale « Michoux »

La Maison Parentale « Michoux » accueillera des jeunes filles (en priorité les femmes de 16 à 20 ans) rencontrant des difficultés psychosociales, enceintes ou non, accompagnées ou non d'enfants de moins de trois ans avec une capacité d'accueil de 20 places (femmes et enfants).

La mission de la Maison Parentale « Michoux » s'inscrit dans le cadre d'une aide sociale à l'Enfance en difficulté. Elle offrira un soutien matériel, psychologique et éducatif à ses résidentes, de manière à leur permettre, selon les situations :

- de définir leur projet pour l'enfant à naître (y compris, le cas échéant, la perspective d'un abandon)
- de faire l'apprentissage de la prise en charge de leur enfant
- de faire le point de leur situation familiale
- de s'insérer socialement

PROJET 5 — **10.000 €**

Education des femmes pour prévenir la violence et la traite dans le Sud-ouest Cameroun · mise en place du centre de prévention des violences conjugales et familiales

Le projet a pour objectifs d'une part, de renforcer les capacités de réflexion et d'actions par l'alphabétisation, l'éveil à une culture des droits des enfants et des femmes, la sensibilisation aux violences domestiques, la création de comités de protection, animés par des bénévoles du village et des groupes d'épargne. D'autre part, il sera question de mettre en place du centre national de prévention des violences conjugales et familiales. Le but est de prévenir la violence faite aux femmes et de lutter contre le trafic des jeunes filles. Il s'agit également de contribuer à améliorer l'accès des victimes à la justice.

Enfin, il comprend un volet de soutien à l'épargne solidaire et aux activités génératrices de revenus.

PROJET 6 — **5.250 €**

Création d'un atelier de fabrication de beurre de cacao et transformation des légumes, féculents, fruits, poissons et viandes

Ce projet pour objectif de favoriser l'accès de 50 jeunes filles orphelines défavorisées à l'éducation et à la formation en vue d'une insertion socioprofessionnelle. Il sera question dans le cadre de cette initiative d'offrir une maison d'accueil et de formation pour y accueillir des jeunes filles orphelines en situation difficile, et ainsi leur permettre d'envisager un avenir meilleur.

La formation qui leur est dispensée passe par leur alphabétisation et comprend une sensibilisation à l'éducation sociale et familiale ainsi qu'à l'hygiène. Seront également au programme un atelier de couture, broderie et tissage, l'apprentissage du maraîchage, de l'élevage de volaille et la culture céréalière.

La création d'un atelier de fabrication de beurre de cacao, un produit très utilisé dans la vie quotidienne locale et qui sera source de revenus supplémentaires pour la maison. L'atelier sera le seul de la région, les jeunes filles pourront donc faire bénéficier les populations alentour de leur travail pour un moindre coût et ainsi faire vivre la maison.

Dans un second temps, l'association prévoit la fabrication des produits dérivés du beurre de cacao : savons et autres crèmes seront autant de sources supplémentaires de revenus, nécessaires à la pérennisation de la maison d'accueil.

PROJET 7 **6200 €**

Point Communautaire d'Accueil Information pour les Femmes Rurales de Mbemtum (P.C.A.I.F.R)

L'association à travers ce projet, souhaite jouer un rôle dans l'écoute, l'information et l'orientation des jeunes filles et femmes rurales du village Mbemtum, très enclavé.

Une personne référente, qui sera une femme leader dans la communauté, accueillera et leur apporte des réponses face aux problématiques liées à la place des femmes dans la société. Des intervenants spécialisés animeront des conférences et débats sur des thèmes tels que les violences faites aux femmes. Nous aurons 5 professeurs qui mettront en place des ateliers sur les thèmes abordés, en lien l'égalité des genres en matière de répartition des ressources en milieu rural surtout l'accès à la terre, la place des femmes dans les instances décisionnels dans la communauté, le mariage précoce et forcé, les rites traditionnels qui bafouent les droits des femmes et portent atteintes à leur dignité, notamment les rites de veuvages et le droit de succession, la protection de l'environnement, l'accès à l'eau et au sanitaire, la résilience et l'adaptation face aux effets du dérèglement climatique.

Des temps de discussions et de rencontres seront prévus pour permettre aux femmes rurales d'évoquer leurs peurs et questions avec des professionnels, et de trouver des réponses à leurs problèmes.

PROJET 8 **10.000 €**

Projet de formation et octroiement de micro-crédits à 200 femmes camerounaises

La population du Cameroun est de plus en plus jeune et plus dense en milieu rurale. La pauvreté y est plus importante en zone rurale, et touche particulièrement les femmes.

Tonga est une commune pauvre de l'Ouest du Cameroun. Elle compte 55 400 habitants dont 52 % de femmes, et 70 % d'analphabètes. Le moteur de l'économie de cette partie du pays est l'agriculture et le commerce.

Le programme de microfinance pourrait concerner à terme 10 000 femmes. Le public visé est féminin car ce sont les femmes qui valorisent le mieux les crédits, au profit de l'ensemble de la famille. Le responsable du projet sera chargé de la mise en œuvre quotidienne des activités, fournir le fonds de crédit et en assurer le suivi.

Avant la remise des fonds, les 300 bénéficiaires suivront une formation élaborée autour de thèmes tels que le crédit, la gestion du portefeuille, ou l'épargne. Chacune des bénéficiaires se verra octroyer un prêt lui permettant de débuter ou de consolider une activité économique. Les crédits, d'un montant variant entre 30 et 50 euros, sont contractés pour une période de 6 mois, renouvelable 5 fois et sans intérêt. Chaque femme sera accompagnée par un agent de recouvrement qui la soutiendra en cas de difficulté. Pour favoriser l'émulation et la solidarité parmi les bénéficiaires, celles-ci seront organisées en groupes solidaires de 3 à 5 personnes, et seront associées à toutes les étapes du projet.

Le projet visera prioritairement des femmes analphabètes vivant en milieu semi-rural et n'ayant pas accès au système bancaire car elles n'ont pas les garanties nécessaires à la souscription d'un prêt et n'ont aucune notion de gestion ou trésorerie. Le projet les intègre dans un système de « crédit-épargne », c'est-à-dire que les femmes s'engagent pendant toute la durée du crédit à constituer une épargne de 20 % du capital reçu. Ce système permet de sécuriser leurs économies, traditionnellement stockées dans le foyer et donc fortement sollicitées.

Le projet permettra aux bénéficiaires de développer des activités génératrices de revenus et une plus grande autonomie, et ainsi sortir de la spirale de la pauvreté et améliorer leurs conditions de vie. Les nouveaux revenus des femmes renforceront leur sécurité alimentaire et leur pouvoir d'achat, et leur permettront de participer aux frais d'éducation et de santé de leur famille. Parmi les 300 bénéficiaires, 70 % seront financées pour une activité dans le secteur agroalimentaire et le commerce, et 25 % dans le secteur des services et de l'artisanat.

PROJET 8 **4.000 €**

Santé préventive et citoyenneté des femmes dans le département de Momo dans le Nord Ouest Cameroun

La commune de Mbengwi est située au Nord-ouest du Cameroun. La population est très majoritairement rurale et tire l'essentiel de ses ressources alimentaires et monétaires de l'agriculture, de la cueillette du fruit kola, l'extraction de l'huile de palme. La population rurale doit faire de longs et coûteux déplacements pour se rendre en ville, où sont concentrés les services de santé. De nombreuses maladies ne sont pas traitées ou le sont trop tard, faute d'information et de prévention, dans une région pourtant riche en plantes médicinales. Par ailleurs, la plupart des femmes méconnaissent leurs droits de citoyennes, notamment ceux relatifs à la santé et à l'éducation.

Le projet intervient sur le volet formation en santé préventive et en citoyenneté, visant à améliorer la situation sanitaire et nutritionnelle des familles de petits paysans de la commune, ainsi qu'à permettre aux femmes de connaître et défendre leurs droits. L'action mise en place comporte deux phases. Tout d'abord, des journées de formation réparties sur 06 mois seront proposées à 12 volontaires répartis en 4 groupes qui vont acquérir des connaissances sur les moyens d'améliorer l'alimentation, notamment la qualité de l'eau, de prévenir, dépister, voire guérir les maladies (MST, cancers du sein et de l'utérus, déshydratation) et de cultiver et utiliser les plantes médicinales. Les femmes seront également informées des droits et devoirs des citoyens. Dans un deuxième temps, des multiplicatrices seront formées à diffuser les connaissances acquises dans leur communauté, auprès des femmes mais aussi des hommes et des enfants. Elles seront accompagnées et suivies dans l'organisation d'activités de sensibilisation et d'information à la santé et la citoyenneté, et sont dorénavant autonomes dans leur action. Les multiplicatrices relayeront également la voix des populations rurales auprès des autorités de santé publique.

PROJET 9 **6.500 €**

Création d'un atelier de production de serviettes hygiéniques par des femmes indigentes pour maintenir les filles à l'école pendant leur menstruation en zone rurale

Au Cameroun, le coût élevé et la difficulté d'accéder à des serviettes hygiéniques sont des obstacles majeurs à l'hygiène. Les femmes utilisent des vieux chiffons souillés durant leurs règles : une pratique qui

entrave leur dignité et qui entrainent des conséquences désastreuses pour la santé. Notre association a conduit une étude sur les pratiques des femmes rurales en matière d'hygiène menstruelle : près de 73 % des femmes n'utilisent pas de serviettes hygiéniques notamment car elles n'en ont pas connaissance (97 % de femmes qui ont fait des études type lycée connaissent les serviettes hygiéniques contre 18,4 % des femmes analphabètes). Une fille sur deux ne va pas à l'école pendant sa période des règles parce que ses parents ne peuvent pas lui fournir des serviettes hygiéniques.

Face à ce fléau sanitaire et ce problème qui entrave l'éducation de la jeune fille en milieu rurale, ce projet entend lancer une unité de production de serviettes hygiéniques. 20 femmes parmi lesquelles 15 femmes indigentes et séropositives auront désormais un travail régulier et toutes les femmes des environs auront accès aux serviettes hygiéniques.

Le projet permettra aux femmes qui travaillent dans l'atelier de retrouver leur dignité et une plus grande confiance en l'avenir, grâce à un emploi stable. Il vise aussi à améliorer la santé et la dignité des femmes des communautés marginalisées qui n'ont pas accès aux serviettes hygiéniques et, plus largement, de faire évoluer les comportements en matière d'hygiène menstruelle. Il permettra aux jeunes filles bénéficiaires d'aller à l'école pendant leur période de menstruation. Pour obtenir un développement local durable, le projet formera 5 bénévoles qui informeront lors de réunions de groupes sur les règles d'hygiène de base et sur les avantages à utiliser les serviettes. Le projet produira 500 serviettes hygiéniques chaque mois. Elles sont distribuées dans cette première phase qui durera 12 mois à 500 femmes rurales des communautés rurales alentours du projet. Pour pérenniser le projet et garantir le travail des femmes travaillant dans l'unité de production, à partir de la deuxième année, après la phase pilote de 12 mois, les serviettes seront vendues à prix bas aux femmes vivant zones urbaines et semi-urbaines.

PROJET 10 **3.250 €**

Scolarisation en secondaire de 15 jeunes filles orphelines issues de milieux défavorisés

Depuis sa création, notre organisation a mené environ 658 actions de développement basées sur le jeu comme outil de développement pour enfants et familles de quartiers défavorisés.

Le projet permettra la scolarisation secondaire de 15 jeunes filles orphelines et qui présentent un bon parcours scolaire en primaire, à travers un soutien matériel et humain de la 6e à la 3e. En effet, au Cameroun, comme dans de nombreux pays en développement, la sous-scolarisation est encore plus nette chez les filles que chez les garçons. L'une des causes principales est liée aux ressources économiques : l'école coûte très cher proportionnellement aux revenus des parents d'élèves.

Le projet mettra un accent sur le développement personnel et académique de 15 orphelines et créera des conditions favorables pour leur éducation secondaire.

PROJET 11 **10.000 €**

Tremplin pour la réinsertion et l'emploi · Atelier de laverie, repassage et retouches pour 10 veuves et femmes en détresse avec enfants en charge dans la commune d'arrondissement de Yaoundé 5ème

Le chômage des femmes est important au Cameroun. L'atelier d'insertion de l'association s'adressera à un public essentiellement féminin vulnérable et rencontrant des difficultés d'insertion (maltraitance conjugale,

maladie, isolement, chômage longue durée, ...). Il emploiera majoritairement des femmes jeunes (18 à 35 ans), seules avec enfants, habitant en zone urbaine sensible et ne possédant pas le permis de conduire.

Le projet a pour but d'offrir à 10 femmes en difficulté la possibilité de se réinsérer professionnellement et socialement en leur proposant un lieu de rencontre et d'échange.

L'activité développée par l'atelier sera l'entretien du linge. Les salariés se déplaceront au domicile des clients, principalement des personnes âgées, handicapées, ou à faibles revenus, pour retirer le linge sale et livrer le linge propre.

L'atelier offrira le plus grand nombre de postes à un public féminin. Les salariées seront engagées par le biais de contrats pour une période de 6 mois renouvelable, et recevront un accompagnement tout au long de leur projet d'insertion. Celui-ci se décline en 3 volets : aide à la reprise d'une activité, aide à la recherche d'un emploi, et appui pour les démarches administratives et la résolution des différentes problématiques sociales. De plus, le plan de développement comprend, afin de pérenniser l'action de l'association, l'achat de matériel performant ainsi que l'embauche d'une secrétaire, d'une assistante encadrante technique et d'un assistant conseiller en insertion professionnelle. Ces investissements visent à proposer des postes plus nombreux et variés afin de diversifier les compétences des salariés dans l'optique de leur retour vers l'emploi, à leur offrir un accompagnement de meilleure qualité, ainsi qu'à proposer de nouveaux services (paniers de linge à repasser et retouches).

PROJET 12 **7.200 €**

Développement d'un atelier artisanal de broderie et de couture pour 150 femmes du village Demdeng

Le projet vise à mettre en place un atelier artisanal de broderie et de couture pour les femmes du village dont l'accès est conditionné par la scolarisation des enfants, notamment des fillettes.

Les réalisations des 150 femmes qui travailleront dans cet atelier seront ensuite vendues, ce qui créera des ressources additionnelles pour la communauté.

Le projet compte 3 actions :

- Achat de 10 machines à coudre pour la production
- Mise en place d'un cours de couture animé par une technicienne de couture
- Dispense des cours d'alphabétisation pour les femmes qui participent à l'atelier.

Ce projet a pour ambition d'accompagner les femmes vers une autonomie professionnelle en leur permettant d'apprendre un métier et de suivre des cours d'alphabétisation.

Par ce projet, notre organisation promeut également les échanges inter-générationnels puisque l'accès des femmes à l'atelier est conditionné par la scolarisation de leurs filles. Le nombre de jeunes filles scolarisées ira croissant avec une augmentation du nombre de machines à coudre disponibles et donc du nombre de femmes actives dans l'atelier.

PROJET 13

3000 €

Lutter contre la pauvreté en favorisant la diversification des activités d'exploitation agricole dans le département de la Mefou et Afamba

L'objectif de ce projet est d'encourager les communautés paysannes à devenir responsables de leur développement et par conséquent plus autonomes. Il soutient donc les activités d'exploitation agricole sources de revenus et aide femmes et enfants à développer leurs activités.

L'agriculture est le principal moteur de l'économie des femmes rurales de la Mefou et Afamba ; pourtant, le secteur agricole n'est pas suffisamment développé. D'une part, l'équipement nécessaire aux producteurs coûte cher, et d'autre part, les terres ne sont pas accessibles aux femmes qui, selon la tradition camerounaise, ne peuvent pas en être propriétaires.

Ce projet va contribuer à lutter contre la pauvreté en favorisant la diversification des activités. Cela passe par une amélioration de la production ainsi que par la promotion de la transformation des produits agricoles, le tout visant à améliorer les revenus des producteurs, notamment ici des femmes.

PROJET 14

8.000 €

Construction de 2 forages et 4 latrines modernes dans 2 villages

L'assainissement reste un problème majeur en Afrique surtout dans les zones rurales. Les villages bénéficiaires possèdent un agréable cadre de vie et des ressources naturelles importantes. Néanmoins le problème d'eau et d'assainissement avec ses conséquences néfastes fragilise la population en matière de santé. Le milieu environnant les sites du projet est pollué par la prolifération des matières fécales. Cette prolifération favorise le développement des gîtes, vecteurs de microbes et de maladies telles la diarrhée, le paludisme, les maux de ventre etc. La production agricole du village est faible compte tenue de l'appauvrissement accéléré des sols, du manque de moyens pour acheter l'engrais dont le coût est élevé, alors que le processus de récupération et d'hygiénisation des fèces pourrait servir à accroitre le rendement agricole.

Le projet vise à la recherche d'une amélioration durable de la situation sanitaire des villages bénéficiaires et de permettre à leurs populations d'accéder durablement à de l'eau de qualité et en quantité suffisante, d'accéder aux sanitaires, d'améliorer l'environnement sanitaire.

Le projet va améliorer les conditions de vie des populations dans les Commune de Demdeng et de Tonga. Il permettra de :

- Construire 02 puits ;
- Réduire le taux d'inaccessibilité aux points d'eau potable en milieu rural au moins de 10 % ;
- Réduire le taux de maladies hydriques dans les villages bénéficiaires 10 % ;
- Réduire les pertes de temps liées à l'éloignement des points d'eau potable en milieu rural ;
- Construire 04 latrines modernes

Le projet va aussi :

- diminuer les risques d'épidémies causées par l'absence de l'eau potable.
- limiter la souffrance que ces familles vivent pour avoir accès à l'eau potable.

- Épargner de la fatigue, du temps aux femmes et aux enfants qui sont chargés de cette corvée.
- Permettre à des enfants occupés par cette corvée d'aller à l'école.
- Lutter contre l'absentéisme à l'école liée par les problèmes d'anémie, de diarrhée et de la bilharziose

PROJET 15 **9.500 €**

Réinsertion professionnelle de 225 Femmes et mineures détenues dans 2 prisons du Cameroun (Kribi et Yaoundé) · Ateliers professionnel de couture, teinture, coiffure, informatique et décoration

La mission de l'administration pénitentiaire est quadruple : protéger la société, assurer la punition du condamné, favoriser son amendement, et permettre sa réinsertion. Les deux premières missions sont assurées avec 50 % de succès au Cameroun ; les deux suivantes en sont pas du tout, ou si peu assurées. Que dirait-on d'un constructeur automobile dont 75 % des voitures qu'il fabrique reviennent à l'atelier pour problème grave (elles ne roulent que quelques km et ensuite ont une panne de moteur) ? C'est ce qui se passe avec l'institution pénitentiaire, qui continue son activité sans que personne ne s'en émeuve, avec le taux d'échec incroyable qu'on lui connaît.

Le prisonnier qui sort de prison et regagne la société est souvent frappé d'ostracisme. Pourtant sa réinsertion sociale est possible et reste affaire de tous.

Un condamné sur deux récidive dans les cinq ans…

Un condamné sur deux, libéré entre le 25 novembre 2017 et le 10 décembre 2017, a de nouveau fait l'objet d'une condamnation dans les 5 ans qui ont suivi sa remise en liberté. C'est une étude de notre organisation qui révèle ces chiffres préoccupants. Parmi les récidivistes, 40.7 % ont été condamnés à de nouvelles peines d'emprisonnement ferme, dont 0.2 % à des peines de réclusion criminelle. Toutefois le taux de récidive varie selon la nature de l'infraction pour laquelle le détenu a été condamné initialement

Notre projet se justifie par un constat sur l'inertie du gouvernement et de l'administration pénitentiaire en particulier en ce qui concerne sa mission qui est quadruple à savoir : 1- protéger la société, 2- assurer la punition du condamné, 3- favoriser son amendement, et 4- permettre sa réinsertion. Ce qui nous intéresse ici, c'est le point (4) relatif à la réinsertion du détenu après la prison avec tous les problèmes auxquels ils sont généralement confrontés, rejet par la société, abandon par la famille, …

Notre organisation est doté d'une forte expérience au regard de notre déploiement entre 2010 et 2016 dans 15 prisons du Cameroun avec le projet de formation et d'aide à la réinsertion des détenues. Avec environ 675 femmes détenues bénéficiaires de notre programme en 2010 et 2015.

Ce projet va contribuer à l'amélioration des condition de détention et de vie de 225 femmes détenues pendant leur séjour en prison et surtout de faciliter leur réinsertion sociale et professionnelle après la sortie de prison

PROJET 16

5.000 €

Financement des frais universitaires pour 05 jeunes filles en décrochage après le baccalauréat pour une formation universitaire professionnelle pour garantir leur insertion rapide après leur formation

Le projet vise à mettre en place un fonds pour octroyer des bourses sur trois ans en faveur de l'éducation de 10 jeunes filles au cycle 1 universitaire.

Ce projet permettra à 10 jeunes filles de milieux défavorisés, souvent issues du milieu rural, de suivre une formation universitaire « prêt à l'emploi » de qualité, à laquelle elles n'auraient pas eu accès dans l'enseignement public.

PROJET 17

6.500 €

Entreprendre au féminin dans le département du Mfoundi : Formation de 10 femmes handicapées indigentes et accompagnement dans la création de micro-entreprise

Ce projet consiste à la mise en place d'un centre de formation multifonctionnel et d'aide à la création d'entreprises à l'attention des femmes handicapées indigentes.

Les formations offertes seront : couture, teinture, décoration, transformation agroalimentaire, artisanat, cosmétique, artisanat et restauration.

PROJET 18

5.500 €

Installation d'une unité de fabrication de savons et produits cosmétiques artisanaux à Mandjo dans le département du Nkam

Mandjo est une petite ville située dans le département du Nkam, région du Littoral au Cameroun. Cet arrondissement compte une forte densité de populations défavorisées d'origines diverses. Les activités économiques qui y sont développées sont l'agriculture, l'élevage et le petit commerce.

Le groupement d'aide à l'autonomisation femmes y a été créé en 2009. Il regroupe 325 femmes, majoritairement des veuves ou divorcées jeunes et isolées. Il promeut l'insertion socio-économique des femmes, notamment par le développement d'activités génératrices de revenus, telles que la production alimentaire et la transformation de produits de base.

Ce projet consiste en la création d'une activité économique pérenne à travers l'installation d'une unité de fabrication de savons et produits cosmétiques artisanaux à base de beurre de cacao, aloes Vera, Moringa et autres essences naturelles. Son caractère novateur tient dans la professionnalisation d'une activité ordinairement artisanale et de moindre qualité.

Le projet se décompose en trois parties : la construction du site de production, sa dotation en matériel et équipements modernes et la formation des femmes. Le local de fabrication et conservation des produits sera construit sur un terrain mis à disposition par le groupement. Un consultant formera 50 femmes aux techniques de transformation, à l'utilisation et l'entretien des équipements, ainsi qu'à la gestion des activités de fabrication. La fabrique et la vente de la production seront gérées de façon autonome par le groupement.

Le projet va permettre de renforcer les capacités de 50 femmes, et de leur offrir des emplois stables. D'un point de vue économique, il va bénéficier à 350 membres du groupement qui auront, par la vente des

produits, diversifié leurs sources de revenus et amélioré leurs conditions de vie et celles de leur entourage (scolarisation d'une centaine d'enfants, distribution de vivres à 75 familles en difficulté). Le projet va également favoriser les échanges d'expériences entre les femmes et développer une assistance mutuelle et un esprit d'initiatives

PROJET 19 **5.300 €**

Prise en charge des jeunes filles mineures en prostitution de survie

L'objectif global du projet est de contribuer à la réduction de la prostitution des mineures au Cameroun à travers une approche multi-disciplinaire menée en partenariat avec les acteurs privés et publics à Yaoundé, Douala, Bafoussam, Bertoua et Ebolowa

Ce programme va adopter une méthodologie innovante, s'appuyant sur un cycle de prise en charge complet, allant de la prévention dans la rue à l'insertion sociale et professionnelle des jeunes filles.

Les programmes cibleront toutes les jeunes filles en situation de prostitution de survie, qui sont dans l'obligation de se prostituer pour gagner un minimum de ressources, pouvant à peine répondre à leurs besoins vitaux quotidiens.

Ces filles ont toutes potentiellement du talent, sont capables d'apprendre et de se former mais elles n'ont pas pu accéder à l'école ou à la formation du fait de leur milieu social défavorable. Les activités de ce projet auront pour objectifs spécifiques :

- Améliorer les conditions de vie de 40 mineures et 30 majeures en situation de prostitution de survie ainsi que leurs enfants (27).
- Accompagner vers l'autonomie technique et institutionnelle les structures locales prenant en charge les mineures et majeures en situation de prostitution de la rue à l'insertion professionnelle.

Les activités du projet visent à proposer au public cible, les jeunes filles en situation de rue et de prostitution, un cycle de prise en charge complet. Les filles sont accueillies dans un centre et sont prises en charge par l'équipe du projet, composée de 19 personnes et mobilisée autour de divers volets :

Un volet « Sanitaire et Social »

Sur le terrain, une équipe santé mobile :

- Écoute et accompagnement médical,
- Séances d'information/sensibilisation/communication en santé,
- Dispositifs de distribution de préservatifs masculins et féminins.

Au centre :

- Une salle de soin pour assurer les premiers soins,
- Un suivi psychologique réalisé par notre équipe pluridisciplinaire,
- Des séances d'éducation à la santé organisées régulièrement.

Un volet « Accueil » avec un centre socio-éducatif de jour

- Prise en charge des besoins de base : alimentation, santé, hygiène,
- Évaluation/suivi de la situation des filles au niveau familial, scolaire, psychologique, vie de groupe, hygiène quotidienne, ...
- Réalisation d'un projet de vie individuel,
- Activités de soutien, d'alphabétisation et d'éducation à la santé,
- Prise en charge des enfants de moins de 6 ans dans la crèche.

Un volet « Appui à l'insertion » par la formation professionnelle

- Formation dans 16 métiers différents de l'artisanat,
- Accompagner les filles sortant de la formation dans une démarche de recherche d'emploi ou d'auto-entreprenariat
- Accompagner les filles vers l'autonomie sociale.

PROJET 20 **7.925 €**

Construction d'une salle informatique et d'une bibliothèque dans un lycée rural

Une salle d'informatique et une bibliothèque seront construites au lycée rural de Baham.

CEFAP LADIES CIRCLE

OSER ET RÉUSSIR · DEPUIS 2003

MERCI POUR VOTRE SOUTIEN.

Votre soutien compte pour l'implémentation de ces projets au Cameroun.

Contactez-nous pour nous apporter votre contribution

FAIRE UN DON EN LIGNE

cefapladiescircle.org/fr/don

CONTACT

CEFAP, Cercle des Filles et Femmes Actives
Biyem-Assi, Yaoundé
BP 35165 Yaoundé, Cameroun
contact@cefapladiescircle.org
cefapladiescircle.org

« When people struggle together, what was once unimaginable, suddenly becomes possible »